

CONSEIL D'ETAT, SECTION DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF.

A R R E T

n° 191.547 du 18 mars 2009

A. 190.002/XI-16.568

En cause : **XXX**,
ayant élu domicile chez
Mes R.-M. SUKENNIK & FONTEYN, avocats,
rue Dejoncker 51 bte 16
1060 Bruxelles,

contre :

l'Etat belge, représenté par
le ministre de la Politique de
migration et d'asile.

LE PRÉSIDENT DE LA XI^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 15 octobre 2008 par XXX, qui demande la cassation de l'arrêt n/ 15.812 du 12 septembre 2008 (dans l'affaire n/ 22.152/III^e chambre) prise à l'encontre de la requérante par le Conseil du contentieux des étrangers;

Vu l'ordonnance n/ 3467 du 24 octobre 2008 déclarant le recours en cassation admissible;

Vu le mémoire en réponse notifié le 24 novembre 2008;

Vu la lettre, notifiée aux parties le 9 février 2009, les informant de la possibilité de demander à être entendues;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'article 15, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal du 30 novembre 2006 déterminant la procédure en cassation devant le Conseil d'Etat;

Considérant que la partie requérante n'a pas déposé de mémoire en réplique dans le délai imparti; qu'elle n'a pas davantage demandé à être entendue; que conformément à l'article 21, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, il y a lieu de constater l'absence de l'intérêt requis,

D E C I D E :

Article 1^{er}.

Le recours en cassation est rejeté.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de 175 euros, sont mis à charge de la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la XI^e chambre, le dix-huit mars deux mille neuf, par :

M. MESSINNE,	président de chambre,
Mme VANDERPERE,	greffier.

Le Greffier,

Le Président,

V. VANDERPERE.

J. MESSINNE.